Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2020-570** **16/09/2020**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes au titre de la mobilité dite du "2ème cercle".

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Service Europe et International :
- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles aux Etats-Unis
Date limite de candidature : 17/10/2020.

Premier ministre - Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) :
- 1 poste d'adjoint.e au chef du secteur AGRAP « Agriculture – Alimentation – Pêche »
Date limite de candidature : 01/10/2020.

Agence de Service et de Paiement :
- 1 poste de chef.fe de secteur aide animales
Date limite de candidature : 01/10/2020.

Institut National de l'Origine et de la Qualité :
- 2 postes de technicien.ne territorial.e
Date limite de candidature : 15/10/2020.

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles aux Etats-Unis à compétence régionale (Etats-Unis, Canada)

Prise de poste souhaitée pour le 01/01/2021

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Washington auprès de l'Ambassade de France aux Etats-Unis, le Conseiller pour les affaires agricoles aux Etats-Unis aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et International du MAA :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G7, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de conduire, en collaboration avec le conseiller adjoint et en lien avec la DGAL et FranceAgriMer, les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant de prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA, des actions de coopération, d'influence et de partenariat et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et

agroalimentaire, et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou du MAA notamment en ce qui concerne le programme France export de Business France, et les actions de la concession de service public de SOPEXA;

- le cas échéant, de contribuer avec Business France et les Chambres de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, *etc*.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;

- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence ;

- au plan organisationnel, de diriger le pôle agriculture et alimentation du Service Economique Régional et d'animer l'équipe, composée d'un Conseiller adjoint, et d'un assistant à temps partiel.

- Pour ce qui concerne spécifiquement les États-Unis :

  - de suivre le dialogue commercial entre les Etats-Unis et l'Europe, pour ce qui concerne l'agriculture et l'alimentation ;

  - de suivre l'évolution des conflits en cours et des conséquences possibles en termes de mesures de rétorsion commerciale, sanctions et autres mesures éventuelles qui touchent les domaines agricole et agroalimentaire (contentieux Airbus/Boeing notamment) ;

  - de développer des échanges avec des Etats (ex. : Californie) sur des sujets d'intérêt pour la France.

- Pour ce qui concerne spécifiquement le Canada :

  - de suivre la bonne mise en œuvre et les conséquences du CETA.

- En lien avec le Conseiller pour les affaires agricoles au Mexique :

  - de suivre l'évolution de l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles,

  agroalimentaires et forestières ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;

- pratique de l’administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l’ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON - Sous-directrice International - DGPE

01 49 55 45 08 : francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
La date limite de remise des candidatures est fixée à un mois après publication au BO AGRI.

Premier ministre
Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)

Adjoint(e) au Chef du secteur AGRAP « Agriculture – Alimentation – Pêche »
En charge des questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM.

N° du poste :
Catégorie : A confirmé et A+ dans le cadre d'une mise à disposition
Cotation parcours professionnel : 3

Poste vacant

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne. Au sein du SGAE, le secteur AGRAP est chargé d'assurer la cohérence et l'unité de la position française portée au sein des institutions de l'Union européenne dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche.	
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, chargé de la coordination interministérielle des dossiers relatifs aux questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM : - Suivi des groupes du Conseil vétérinaires et phytosanitaires, groupes des attachés vétérinaires, Coreper et Conseil agriculture, - Suivi des sections du CPVADAAA (à l'exception des sections législation générale alimentaire et toxicologie). Ce poste sera concerné par la Présidence française du Conseil de l'Union Européenne au 1er semestre 2022.	
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	- Coordination interministérielle, afin d'assurer la transmission des informations et la validation des positions ; - Echanges et envoi d'instructions à la Représentation permanente auprès de l'UE ; - Préparation et participation à des réunions interministérielles ; - Elaboration de notes de synthèse, d'alerte et de position pour le secrétaire général et/ou le cabinet du Premier ministre et divers types de dossiers, notamment ceux du Conseil agriculture et pêche ; participation à des réunions interministérielles sous l'égide du Cabinet du Premier ministre ; - Rédaction de compte-rendus de réunions ;	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'agent travaillera en relation étroite avec l'ensemble des ministères et organismes chargés des questions vétérinaires, phytosanitaires et OGM. L'agent travaillera également en relation étroite avec la RP auprès de l'UE, ainsi qu'avec les autres secteurs du SGAE, en particulier les secteurs chargés des aspects juridiques (JUR), environnementaux (ITEC), santé (TESC).	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS - Connaissance approfondie des structures administratives françaises et européennes dans le secteur sanitaire et phytosanitaire ; - Maîtrise de l'anglais (lu, écrit).	SAVOIR-FAIRE - Réactivité et ouverture d'esprit ; - Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ; - Sens de l'initiative et du dialogue ; - Rigueur ; - Capacité d'adaptation aux contraintes imposées par l'activité de l'UE - Esprit d'équipe
PERSONNES A CONTACTER	Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV à Mme Manuella PLACIDE, chargée des ressources humaines, du budget et de la logistique au SGAE par courriel : manuella.placide@sgae.gouv.fr. M. Charles MARTINS-FERREIRA, sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales, DGAL, charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr Mme Karine SERREC, sous-directrice Europe, DGPE, karine.serrec@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Service de l'ordonnancement des aides du SIGC

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-bois cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

CHEF DE SECTEUR AIDES ANIMALES (F/H)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : M10048
Catégorie : B</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : sans objet</td><td>Cotation RIFSEEP ASP : 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.
Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second piliers de la PAC.
L'activité de la direction recouvre :
- la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différentes aides ;
- la définition des évolutions à apporter aux systèmes d'information de gestion des aides (télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes) et le pilotage de la réalisation de ces évolutions ;
- le pilotage de l'instruction des aides par les services déconcentrés de l'Etat (DDTM/DAAF) ;
- l'ordonnancement des aides.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le chef du secteur « aides animales » a la responsabilité de la mise en œuvre de l'ensemble des tâches devant aboutir à la mise en paiement des demandes d'aides.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td><u>Encadrement opérationnel des activités du secteur :</u>
- Définit avec le chef de service les objectifs et plan de charge pour la mise en œuvre de chacune des activités gérées par le secteur,
- Assure le suivi et veille au bon respect des délais et rend compte de l'avancement des opérations programmées,
- Assure la vérification des montants et le respect des plafonds budgétaires avant ordonnancement des aides animales
- Assure les appels de fonds hebdomadaire pour la mise en paiement des demandes d'aides ordonnancées,
- Propose des améliorations relatives aux procédures et aux outils (Maîtrise d'ouvrage, rédaction des EB et vérification des spécifications en collaboration avec la DDO)
- Assure les fonctions d'assistance utilisateur aux DDT/DDTM/DAF et émet les fiches</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">anomalies si un dysfonctionnement est avéré.
- Coordonne l'expertise au sein de son secteur sur le paiement des dossiers sélectionnés dans le cadre des missions d'audits (CCCOP, Commission…)
- Est amené à réaliser des expertises en lien avec son domaine de compétence
- Assure le reporting des activités et alerte sa hiérarchie en cas de difficultés.

<u>Encadrement et animation du secteur</u>
- Sur la base des priorités définies avec le chef de service, organise la répartition des tâches entre les agents de son secteur en veillant à l'optimisation des compétences,
- Assure un rôle de transfert des connaissances sur la réglementation applicable aux aides du secteur ainsi que sur le processus d'instruction, valorisation et liquidation.
- Assure un rôle d'appui technique et de méthode auprès des agents notamment pour les sujets difficiles ou particulièrement sensibles,
- Formule son avis auprès du chef de service sur la formation, et l'évaluation des membres de son équipe,
- Rend compte et alerte le chef de service des difficultés particulières rencontrées par les agents le cas échéant.

<u>Représentation du service auprès des partenaires internes</u>
- Assure la relation avec les autres services de la Direction (Assistance à Maîtrise d'ouvrage et services instruction) ainsi qu'avec l'agence comptable,
- Assure un rôle d'expertise auprès des partenaires internes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Service instruction de la direction, Direction des opérations, agence comptable.

- DDT, DDTM et DAAF</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>– Connaissance des aides gérées,
– Connaissance des procédures et obligations liées aux activités de liquidation et ordonnancement,
– Maîtrise des outils bureautiques usuels,
– Si possible, connaissance du logiciel d'instruction, de valorisation et de liquidation (ISIS)
– Aptitude à modéliser, formaliser un raisonnement et un calcul mathématique</td><td>– Rigueur
– Capacité d'anticipation et de gestion des priorités
– Pragmatisme et capacité d'alerter sa hiérarchie à bon escient.
– Aptitude à déléguer et contrôler,
– Capacité d'adaptation,
– Capacité à comprendre des spécifications informatiques</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2"><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>

– Monsieur Guilhem BRUN – Directeur de la DSDA– <u>guilhem.brun@asp-public.fr</u>
Tél : 01 73 02 19 18 (assistante)

- Monsieur Nicolas KRZESZOWSKI – Chef de service de l'ordonnancement des aides du SIGC – <u>nicolas.krzeszowki@asp-public.fr</u> - Tél : 01 73 02 18 10

<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>

- Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - conseiller recrutement, mobilité et formation - <u>mobilite@asp-public.fr</u> - Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Délégation territoriale Val de Loire
16 rue du Clon, 49100 Angers

Technicien(ne) territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : (numéro Agorha)
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :</td><td>Groupes RIFSEEP :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant
Date limite de candidature : 15/10/2020</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
La délégation territoriale Val de Loire intervient sur environ 250 SIQO reconnus ou en cours de reconnaissance (principalement au sein des filières viticoles, avicoles, bovines, porcines, caprines, végétales et horticoles) localisés dans les régions Pays de Loire et Centre Val de Loire.
La délégation territoriale est composée de 2 sites, Angers, Tours et 1 antenne à Nantes.
Le site d'Angers compte 12 agents dont 1 poste de technicien (ne) territorial(e) chargé(e) du suivi des filières végétales et horticoles.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets concernant les filières végétales et horticoles sur l'ensemble du périmètre de la délégation territoriale</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de son supérieur hiérarchique/fonctionnel, l'agent :
- contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG), à la protection des SIQO et assure le suivi des relations courantes avec les professionnels (participation aux AG statutaires, aux réunions avec les ODG et les organismes de contrôles ainsi qu'à l'analyse des données issues de ces dernier)
- participe aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification du cahier des charges des produits sous SIQO
- instruit les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leurs modifications
- contribue aux travaux de délimitation des aires des SIQO
- assure l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO
- participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements de formation et du public.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Déplacements réguliers, principalement sur le périmètre de la délégation territoriale et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôles. Des déplacements ponctuels dans la cadre de réunions nationales (Montreuil) sont à prévoir</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO, connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel.
Maitrise des outils bureautiques
Connaissances techniques des filières végétales et horticoles requises</td><td>Capacités d'analyse et d'expertise technique
Sens de la communication et du contact avec les professionnels
Travail en équipe
Travail sur le terrain
Conduite d'audit
Expression écrite (notes, courriers…)
Expression orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Mr Pascal CELLIER– Délégué Territorial Val de Loire
Tél. : 02.41 23 47 13 - Courriel : p.cellier@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Délégation territoriale Val de Loire
12, place Anatole France, 37000 Tours

Technicien(ne) territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : (numéro Agorha)
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :</td><td>Groupes RIFSEEP :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant
Date limite de candidature : 30/09/2020</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
La délégation territoriale Val de Loire intervient sur environ 250 SIQO reconnus ou en cours de reconnaissance (principalement au sein des filières viticoles, avicoles, bovines, porcines, caprines et horticoles) localisés dans les régions Pays de Loire et Centre Val de Loire.
La délégation territoriale est composée de 2 sites, Angers, Tours et 1 antenne à Nantes.
Le site de Tours compte 7 agents dont 1 poste de technicien (ne) territorial(e) chargé(e) du suivi de la filière viticole sur un périmètre d'action correspondant à la région Centre val de Loire et aux départements de l'Allier, Nièvre et Puy de Dôme.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets concernant la filière viticole suivis par le site de Tours</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de son supérieur hiérarchique/fonctionnel, l'agent :
- contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG), à la protection des SIQO et assure le suivi des relations courantes avec les professionnels (participation aux AG statutaires, aux réunions avec les ODG et les organismes de contrôles ainsi qu'à l'analyse des données issues de ces dernier)
- participe aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification du cahier des charges des produits sous SIQO
- instruit les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leurs modifications
- contribue aux travaux de délimitation des aires des SIQO
- assure l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO
- participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements de formation et du public.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Déplacements réguliers, principalement sur le périmètre du site de Tours et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôles. Des déplacements ponctuels dans la cadre de réunions nationales (Montreuil) sont à prévoir</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO,
connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel.
Maitrise des outils bureautiques
Connaissances techniques en viticulture et œnologie requises</td><td>Capacités d'analyse et d'expertise technique
Sens de la communication et du contact avec les professionnels
Travail en équipe
Travail sur le terrain
Conduite d'audit
Expression écrite (notes, courriers…)
Expression orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Mr Pascal CELLIER– Délégué Territorial Val de Loire
Tél. : 02.41 23 47 13 - Courriel : p.cellier@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>